

LE SÉNÉGAL DANS LA MONDIALISATION DES MARCHÉS (AVANT-PROPOS)

Patrick PILLON

La faim par le marché : aspects sénégalais de la mondialisation traite des conséquences de l'élimination tendancielle des cloisonnements en marchés nationaux pour l'un des 48 pays les moins avancés du monde. L'entrée analytique est la question alimentaire, pensée en association à la place de l'agriculture, au contrôle de la nourriture et à celui du système économique et social en place, toutes dimensions importantes des configurations contemporaines induites par le mode d'accumulation financiarisé et mondialisé. La mondialisation des marchés reformule entièrement les règles d'agencement économique par la minimisation de l'importance de l'État qui était devenu un acteur central dans les années 1930, et par l'instauration d'un marché se voulant unifié. L'objectif est ancien, mais il ne s'est imposé qu'à deux reprises (Berger, 2003, 2006) : il renouvelle la lutte pour l'hégémonie mondiale en mettant l'accent sur le contrôle de l'agriculture, de l'alimentation et de l'agroalimentaire par la biogénétique appliquée à l'agriculture, sur la dérégulation des politiques publiques agricoles et sur la position d'acteur central dévolue au secteur privé. Sa conséquence la plus explicite est la multiplication des entreprises transcontinentales qui marque un passage à un niveau accru de concentration du capital, ainsi qu'un déplacement du pouvoir de direction sur l'économie, et par ricochet, sur les sociétés. Les éliminations de producteurs des secteurs agricoles, les tensions sur les corps sociaux, les accroissements d'écart de revenus et les augmentations du nombre d'individus touchés par la pauvreté et par les inadéquations alimentaires entraînent des marginalisations individuelles et

nationales renforcées, l'Afrique subsaharienne étant alors l'une des deux composantes continentales les plus affectées.

L'appel à contributions a placé l'accent sur les mécanismes de concentration et sur les éliminations d'agriculteurs (d'ouvriers et d'employés) en tant que traits du système accentués par la mondialisation. L'un des problèmes politiques majeurs contemporains est dès lors le durcissement de la question sociale, dans un monde où les besoins d'emploi, d'alimentation et d'accès aux biens sociaux et aux services publics s'accroissent avec la montée démographique, comme avec des tendances politiques et économiques qui vont à l'encontre de leur satisfaction. Le cadre scientifique de l'ouvrage est la configuration d'une minorité de nations et de transnationales qui détiennent le contrôle de la production agricole, agroalimentaire et alimentaire mondiale dans le cadre d'une lutte pour l'hégémonie qui est potentiellement vecteur de conflit militaire. Les situations contemporaines et les risques qu'elles représentent sont alors doubles : d'une part, comme le signale Bertrand Hervieu (1996 : 111-112), des stocks alimentaires mondiaux dont le suivi et le contrôle se perdent parce qu'ils s'entreposent souvent dans des pays qui n'appartiennent pas à l'OCDE et sont difficiles à évaluer, et parce qu'ils relèvent davantage du secteur privé. Ils « échappent à l'intervention des États et entrent dans des circuits commerciaux de moins en moins visibles ». D'autre part des risques de dissolution des agricultures et des corps sociaux des pays les moins nantis, dont on voit mal ce qui pourrait en sortir de positif. Le Tiers Monde se diversifie et des économies continentales émergent ; mais dans le même mouvement, des pays et des populations s'installent dans la pauvreté et dans la dépendance alimentaire, et ce, jusque dans les pays riches : il y a en 2010 davantage de pauvres et de sous-alimentés qu'en 1991-1992, période de référence des Objectifs du millénaire pour le développement. La richesse s'est accrue ; la production alimentaire a augmenté à un rythme plus rapide que la démographie. L'alimentation qui a été la préoccupation majeure de l'histoire de l'humanité n'en est théoriquement et pratiquement plus une, et la sous-alimentation n'est plus affaire de donne climatique ou environnementale. Contraintes et dégradations corporelles sont désormais largement le fruit des relations économiques et politiques, et il est sans doute plus d'individus que jamais à être victimes de déficiences alimentaires. Les avancées technologiques enregistrées vont avec une condamnation de l'essentiel des populations mondiales à la misère.

Une autre orientation de la direction de l'ouvrage est l'adoption du référent de l'ancrage alimentaire des populations dans la production agricole nationale ou régionale et non pas dans le marché. L'ouverture des marchés affaiblit et élimine les agricultures les moins concurrentielles qui sont avant tout celles des pays les plus pauvres, jusqu'ici protégées. Or dans « une

perspective démographique qui évalue à 8,5 milliards d'hommes la population mondiale en 2025, [dont] 7 milliards vivront dans les pays dits « en voie de développement », qui n'assurent pas aujourd'hui leur couverture alimentaire » (Hervieu, 1996 : 13), les difficultés multiples qui découlent de l'ouverture aux marchés ne font que s'accroître. Ainsi, et en retenant l'option d'une production agricole nationale apte à nourrir sa population, l'agriculture subsaharienne devrait-elle produire trois fois plus d'ici à 2050 et celles d'Asie, d'Amérique latine et des Caraïbes augmenter la leur de 70 à 80 % (Hervieu, 1996 : 133). Or la démarche inverse est en place, avec ses difficultés sociales et ses risques potentiels. Le système de production capitaliste ne saurait ainsi se résumer au « progrès » : il est tout autant constitutif de risques (dont certains majeurs) que de solutions d'avenir, des risques qui sont avant tout de nature environnementale (Beaud, 1997), mais qui sont aussi, et il n'y a pas lieu de les mésestimer, d'affrontements politiques et sociaux, voire d'affrontements armés.

L'ouvrage se présente sous trois approches qui constituent autant de clé de lecture et de liaisons entre les contributions : dispositifs publics et traits économiques transversaux (« Des dispositifs publics globalisés aux déséquilibres d'un pays périphérique »); situations agricoles et agroalimentaires (« Du marché mondialisé aux tensions agricoles et agroalimentaires ») et pressions sur la biodiversité et sur les corps sociaux (« Biodiversité et lien social au risque des compétitions de marché »). Les contributions valident les orientations scientifiques de l'ouvrage, y compris celles d'entre elles qui valorisent des aspects jugés positifs de la mondialisation des marchés et de la globalisation des dispositifs publics : les réunions de concertation pour l'une et une remontée du prix du riz à la production pour l'autre. Le contenu de l'ouvrage s'articule en trois points qui constituent autant de clés de lecture alternatives ou complémentaires aux parties qui en structurent la présentation : processus de dépossession agricole et alimentaire des populations et des collectivités, difficultés économiques et sociales renforcées, et tensions et misères sociales accrues.

Un processus de dépossession productive et alimentaire

Dans « Capitalisme, productions agricoles et besoins alimentaires : quelles perspectives face à l'épuisement des sources d'énergie d'origine minière et face à l'apex démographique ? » Laurence Boutinot et Patrick Pillon mettent l'éclairage sur l'arrivée à domination des transcontinentales et sur l'entrée dans une configuration de contrôle des productions et des producteurs agricoles, alimentaires et agroalimentaires mondiaux. Pour les pays les moins avancés ou en voie de développement, devrait s'ensuire un accroissement de la dépendance.

Dans sa contribution sur « Les principaux foyers d'insécurité alimentaire au Sénégal », François Joseph Cabral indique que les petits agriculteurs sont relativement moins affectés par la sous-alimentation que les agriculteurs de moyennes et de grandes superficies car ils produisent d'abord pour la satisfaction de leurs besoins alimentaires. Ce qui tend à montrer que des marchés dépourvus de protection peuvent être largement défavorables aux agriculteurs d'économie périphérique et qu'ils pénalisent jusqu'aux mieux armés d'entre eux.

Dans « Processus de dépossession et mise en forme de la question alimentaire sénégalaise sous hégémonie libérale », Patrick Pillon replace le Sénégal dans le processus enclenché en Europe de l'Ouest à la fin du XVII^e siècle, dont la seconde mondialisation marquerait l'entrée dans une phase terminale. L'objectif visé est l'accaparement alimentaire par le marché, et il y est montré que les dispositifs néolibéraux mettent fin aux distributions alimentaires des États par la coopération ; les populations sahéliennes auront ainsi vu des dépossessions environnementales périodiques céder la place à des dépossessions économiques permanentes.

Les trois contributions qui viennent à la suite traitent de situations halieutiques, avec pour référence commune la raréfaction des ressources. La première montre un durcissement des relations entre pays, la seconde, l'étendue des atteintes aux ressources et les conséquences de celles-ci sur l'alimentation des populations et la dernière, la généralisation des tensions tant entre pêcheurs qu'entre transformateurs et commerçants.

Dans « Mondialisation et accords internationaux de pêche », Massal Fall brosse l'évolution des accords de pêche entre le Sénégal et l'Union européenne d'un côté et le Sénégal et la Mauritanie de l'autre. Il montre que des négociations d'accords de pêche entre pays du Sud voisins évoluent à l'image de ceux entre pays du Sud et du Nord, les pressions de marché provoquant des mécanismes de tension qui deviennent ordonnateurs d'une guerre de tous contre tous qui n'a pour limite que la disparition de la ressource.

Dans « Enjeux de consommation des produits halieutiques au Sénégal », Djiga Thiao traite des ponctions sur les produits marins. Dix des quatorze espèces les plus recherchées sont exposées à des surexploitations ou à des risques de surexploitation dans les eaux sénégalaises, et l'une de ces espèces est menacée d'extinction. Les demandes extérieures renchérissent le coût du poisson sur les marchés intérieurs, et amènent les populations sénégalaises à consommer des espèces de moindre prix, et jusqu'à celles qui étaient auparavant méprisées.

Dans « Chaînes de valeur du poisson et impacts sur la sécurité alimentaire au Sénégal », Adama Mbaye traite des filières de commercialisation et de traitement du poisson. Il brosse une situation de

foire d'empoigne généralisée dans un cadre de marchés hiérarchisés. Les mareyeurs sénégalais affrontent les transformateurs artisanaux sénégalais ; les nationaux d'autres pays d'Afrique de l'Ouest, installés au Sénégal, court-circuitent leurs concurrents sénégalais et transfèrent le poisson sur d'autres marchés africains ; les marchés des pays centraux qui sont aptes à payer de meilleurs prix, concurrencent tous les autres sur les espèces les plus cotées. Le même emballement se voit à la production, où se croisent bateaux de pêcheurs artisanaux et industriels, sénégalais, ou de nations étrangères, les uns opérant dans le cadre d'accords, d'autres hors accords... C'est à ces situations que se confrontent des États sans grandes possibilités de réaction qui ont été affaiblis par les pratiques néolibérales ; des revendications de « souveraineté alimentaire » se font jour, ainsi que des mobilisations qui protestent contre les dérégulations et qui revendiquent une protection des intérêts professionnels.

Des difficultés économiques et sociales accrues

Les filières agricoles et agroalimentaires sénégalaises sont maintenant plus particulièrement menacées par ces concurrences, différents autres secteurs ayant déjà été touchés. Diadié Diaw, François-Seck Fall et Ibrahima Thiam le font ressortir dans leur contribution sur « L'industrie agroalimentaire sénégalaise : poids dans l'économie nationale et positions extérieures de ses filières », dans laquelle ils montrent qu'un secteur économique de premier plan voit ses niveaux de productivité disqualifiés par ceux de la production agricole. Des agricultures qui emploient des individus qui seraient autrement sans ressources en sont pénalisées et la présence de ces derniers pénalise à leur tour les domaines sectoriels conjoints.

La même interrogation sur l'avenir d'activités essentielles à de nombreux individus est à l'origine de la présentation de Patrick Pillon et Idrissa Wade sur « La construction d'une production alimentaire sans protection de marché : difficulté ou gageure ? Le cas du riz sénégalais » qui essaie de repérer les moyens par lesquels une filière qui est à différents égards déterminante pour le Sénégal et dont le profil productif est apparemment plus ou moins incertain, peut se maintenir en situation de concurrence généralisée.

D'autres filières agricoles et d'autres aspects sont mis en valeur par Christian Couniaux, Astou Diao Camara, Djiby Dias et Guillaume Duteurtre dans « Les importations laitières : vraie question ou faux problème ? Le lait comme révélateur des enjeux du développement agricole au Sénégal dans un contexte de mondialisation ». La mondialisation y est montrée au travers de la dynamisation de la demande et de la différenciation de l'offre ; elle l'est aussi dans un renforcement des tensions autour des politiques publiques, des

activités productives et de l'appauvrissement de la biodiversité (Barrau, 1983).

Dans « Crédit et production agricole dans la vallée du Sénégal » Xavier Le Roy place l'accent sur deux conséquences de la marchandisation des rapports au sein de la filière rizicole sénégalaise : la recherche de crédit et la concentration des terres, des dimensions qui n'étaient pas constituées en tant que lieux de tension sous économie administrée. À partir du secteur rizicole, l'auteur montre le rôle des mécanismes bancaires et de marché dans la production de pauvres et de relégués.

La contribution de Oumar Diop et de Géraud Magrin sur « Le poisson du *ceebu jën* est-il durable ? La pêche maritime sénégalaise face au défi alimentaire » approche la filière halieutique sur la longue durée ; elle insiste sur la dégradation des conditions d'exercice de la pêche, du travail des pêcheurs et d'existence des ménages. L'halieutique est menacée, et son effondrement laisserait des familles sans ressources financières et alimentaires : comme le rappellent les auteurs, les possibilités d'intervention de l'État sur les acteurs, sur les marchés et sur le contrôle des ressources ont été fortement réduites à un moment où des régulations auraient été utiles à la préservation des stocks.

Des corps sociaux sous tension

Comment se gèrent les questions de collectivité nationale dès lors que l'État est soumis aux pays bailleurs de fonds et aux institutions internationales ? La paupérisation qui se renforce est largement liée à l'endettement (Raffinot, 2008), et ce sont ces situations de tension sur les corps sociaux et dans les relations entre ces derniers et les États qui relient les contributions qui suivent et qui désignent leurs apports.

« Le Sénégal dans la transition : aspects démographiques et socioéconomiques », de Agnès Adjamagbo, Alioune Diagne, Stéphanie Dos Santos, Pierre Lévi et Anne-Sophie Robillard, appréhende le Sénégal au travers de la démographie, de l'éducation, de l'emploi et de l'urbanisation. Les traits du sous-développement y précisent le cadre des questionnements de l'ouvrage : forte croissance démographique, faible taux d'emploi, proportion d'inactifs élevée, salariat peu représenté et hypertrophie de l'urbanisation. Cette contribution désigne l'incohérence des directives des instances internationales qui mettent l'accent sur l'enseignement après avoir fait perdre au pays les acquis de son corps enseignant.

La contribution d'Aïssatou Diallo et de Marc Raffinot, « Endettement et dépenses publiques : le cas du Sénégal », renvoie aux processus de paupérisation qui se sont développés avec la dette et avec l'ouverture des marchés. Des nations riches, créditrices, opèrent des ponctions sur des nations pauvres, débitrices, dont l'origine est un trop plein de liquidités dans les banques des pays du centre et une ouverture des prêts publics au secteur

privé : une situation dont les effets sont connus, et qui avait été longtemps rejetée (Raffinot, 2008). La crise de la dette et son approfondissement s'y montrent ainsi comme étant également le produit de la création de nouveaux dispositifs financiers.

Dans « Un système de production innovant pour lutter contre la pauvreté : le cas du microjardinage à Dakar », Awa Ba se centre sur la pauvreté et sur les rééquilibrages alimentaires. Même à partir des lieux de dépossession qu'elle décrit, la logique d'entreprise est ordonnatrice : embryon de spécialisation du marché, de mise au salariat, de captation par les plus favorisés au détriment vraisemblable des plus pauvres auxquels les projets d'aide étaient théoriquement destinés.

Bilkiss Assani, Amadou Tamsir Diop, Ibra Touré et Abderhamane Wane, dans la « Crise des marchés mondiaux et nationaux des aliments de bétail : l'adaptation organisationnelle des pasteurs du Ferlo », présentent deux aspects essentiels : la transmission des ondes de choc économique au sein d'un marché décloisonné pour l'un ; et pour l'autre, les effets de la dévolution des positions centrales à des acteurs économiques privés qui sont enclins aux ponctions ; on y voit que les concurrences de marché multiplient les tensions.

L'article de Jean-Pierre Chauveau et Allassane Samba : « Un développement sans développeurs ? Histoire de la pêche artisanale maritime et des politiques de développement de la pêche au Sénégal » éclaire les logiques de l'action publique et celles des effets de marché. Les auteurs, qui se centrent sur la longue durée, désignent tant les limites de l'action privée que celles de l'action publique, laquelle reproduit régulièrement ses impasses rationalistes.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BARRAU J., 1983 : *Les hommes et leurs aliments. Esquisse d'une histoire écologique et ethnologique de l'alimentation humaine*, Paris, Temps actuels, 378 p.
- BEAUD M., 1997 : *Le basculement du monde*, Paris, Éditions La Découverte, 293 p.
- BERGER S., 2003. *Notre première mondialisation. Leçons d'un échec oublié*, Paris, Éditions du Seuil, coll. « La république des idées », 96 p.
- BERGER S., 2006 : *Made in monde. Les nouvelles frontières de l'économie globale*, Paris, Éditions du Seuil, 362 p.
- BRESSER-PEREIRA L. C., 2010 : "The global financial crisis, neoclassical economics, and the neoliberal years of capitalism", *Revue de la régulation*, 7, 2, <http://regulation.revues.org/index7729.html>, 33 p.
- HERVIEU, B., 1996 : *Du droit des peuples à se nourrir eux-mêmes*, Flammarion, 136 p.

RAFFINOT M., 2008 : *La dette des tiers mondes*, Paris, Éditions La Découverte, coll. « Repères », 128 p.

Pillon Patrick (2012)

Le Sénégal dans la mondialisation des marchés (avant-propos)

In : Pillon Patrick (dir.). *La faim par le marché : aspects sénégalais de la mondialisation*

Paris : L'Harmattan, p. 9-16. (Questions Contemporaines. Série Globalisation et Sciences Sociales)

ISBN 978-2-296-56985-0

ISSN 1286-8